



Etude stratégique de Développement du Sud 2015-2035...

L'Office de Développement du Sud

Faire de la Grande Région du Sud une Terre d'Avenir

Tous les économistes du Développement s'accordent à penser que le développement économique suppose un certain équilibre interrégional et implique des mutations structurelles fondamentales dans l'organisation du territoire, de la société et de la production selon un modèle qui consacre la Région comme étant un espace libérateur et propulseur des Energies, celles des hommes et des femmes constituant sa substance vive.

Décidé, délibérément, à se repositionner sur l'échiquier de l'écosystème du Développement régional, pour aider plus efficacement le Sud tunisien à jouer pleinement son rôle de moteur dans l'économie du pays, l'Office de Développement du Sud, ODS, se mobilise sur des thèmes de Développement local dans une approche prospective, à l'horizon 2035.

Le « Projet de Planification pour le Développement régional au Sud de la Tunisie », une étude, réalisée par le ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale, en collaboration avec la JICA, a pu aboutir à l'élaboration d'une Etude stratégique de Développement 2015-2035, pour la Grande Région du Sud couvrant six gouvernorats, en l'occurrence Tataouine, Médenine, Gabès, Kébili, Tozeur et Gafsa, soit les champs d'intervention de l'ODS.

Cette Etude prospective dont les principaux axes ont été présentés et discutés lors d'un séminaire organisé le 16 mars 2016, à Tunis par le ministère, l'ODS et la JICA. Elle a donné lieu à des stratégies, des plans et des plans d'action pour le développement des principaux secteurs productifs, créateurs de richesses, et générateurs d'emplois, la réalisation d'infrastructures et de projets structurants et la promotion de l'attractivité et de la compétitivité de la région du Sud tunisien.

« Cette Etude stratégique de Développement, fruit de l'Amitié et de la Coopération tuniso-japonaise, s'insère dans la politique nouvelle du pays qui fait de l'intégration de l'ensemble des régions et leur transformation progressive en pôles



de développement et de croissance, un choix irréversible, affirme Mohamed Riahi, Directeur Général de l'ODS.

« En effet, la réduction des disparités régionales à travers la promotion d'une complémentarité et d'une convergence dynamique entre les régions constitue l'un des défis majeurs que la Tunisie d'aujourd'hui devrait relever, ajoute-t-il.

Une Vision active et positive sur la quelle

le Directeur Général de l'ODS et ses collaborateurs sont, en fait, unanimes : « Le développement régional et local intégré, constitue le meilleur moyen pour résoudre un tel défi puisqu'il vise à accroître le potentiel socio-économique et environnemental et à améliorer la compétitivité des acteurs économiques et des régions et par voie de conséquence, à augmenter le revenu individuel moyen de tous les ci-

toyens en faveur de l'amélioration de leur qualité de vie ».

Il convient de noter que ces stratégies, Plans et Plans d'action centrés sur la Région font de l'entreprise qui s'y est créée, le pivot de son développement, le moteur de sa dynamique, et le vecteur de sa modernisation, en un mot, la base de sa crois-

sance et de son développement.

Riche et diversifiée, la Grande Région du Sud qui s'étale sur 91 mille km² du territoire du pays soit 55,7% ; mais avec seulement 1,6 million d'habitants et un taux d'urbanité de 70,8, occupe une position stratégique avec son appartenance au Maghreb et sa proximité de l'Europe per-

mettant ainsi une grande ouverture et une mobilité tant à l'échelle nationale qu'internationale. Une position au Centre de la rive de la Méditerranée avec 480 km de côtes, qui lui permet d'assurer la jonction entre trois grands blocs régionaux, l'Europe, l'Orient et l'Afrique.

La grande Région du Sud est l'addition de six espaces économiques qui s'apprennent, dans le cadre des stratégies 2015-2035, à amorcer un développement nouveau :

Médenine :

Situé au Sud-Est du pays, au centre de la rive Sud de la Méditerranée, ce gouvernorat est parvenu à réaliser une mutation quantitative et qualitative dans divers domaines de l'activité économique et notamment dans les industries manufacturières. L'œuvre de développement dans ce gouvernorat sera renforcée par la création d'entreprises à contenu technologique innovant, stimulée par :

- Le prolongement de l'autoroute A1 jusqu'à Médenine ;
- L'alimentation du gouvernorat en gaz de ville ;
- Un réseau routier de 170 km et un aéroport international desservant la plupart des villes européennes et occupant la 3ème place après ceux de Tunis Carthage et de Monastir ;
- La création d'un Pôle technologique à El Fejah, à 20 km du centre de Médenine, englobant la Recherche scientifique et appliquée (L'Institut des Régions Arides, IRA, un centre de matière grise fortement prisé par les Japonais et les Américains), des structures de Formation et un parc d'activités industrielles et technologiques qui sera prêt à accueillir des investisseurs internationaux.
- La création d'un complexe de production englobant des zones industrielles d'une superficie de 50 ha (10 ha à Tejra, au Nord de Médenine et 20 ha à Zarzis). Médenine compte aujourd'hui 112 entreprises employant 10 personnes et plus opé-

rant essentiellement dans l'agroalimentaire. Cette région est riche en substances utiles : sels, potasse, argile et dispose de potentialités en pêche lagunaire et artisanat. Son grand pôle touristique de renommée demeure malgré tout une carte à jouer.

Gabès :

Cette région constitue le pôle des industries chimiques de transformation du phosphate avec la production d'acide phosphorique et triple super-phosphate. La dimension multi-sectorielle du Pôle industriel et technologique de Gabès, Pol.i.tech, lui permet d'être présente dans des secteurs innovants cibles : Technologies de l'Environnement, TIC, Energies renouvelables, services logistiques, substances utiles, produits de l'oasis et de l'artisanat. Ce pôle est appelé à se développer en échafaudant quatre composantes : un Pôle de Transfert technologique et de l'Innovation, un parc logistique à la zone industrielle de Gabès (165 ha), des parcs d'activités industrielles s'étalant sur cent ha (cyber parc, locaux industriels et village artisanal) et un Réseau de partenaires industriels, de formation et d'information.



L'ouverture prochaine du tronçon autoroutier Sfax-Gabès contribuera à la redynamisation économique de la région avec l'accélération de la réalisation du « Village de Tourisme Thermal » à El Hamma, reconnue mondialement par ses ressources en eaux thermales et chaudes et du projet de réaménagement urbain « Gabès-Nouvelle » sur 42 ha...

Cette région conserve également sa place sur la scène agricole et de pêche avec des produits agricoles variés. On en cite les cultures géo-servicoles produisant des primeurs destinées totalement à l'exportation (tomates, melon, piments, concombre...)

La région compte 108 entreprises, employant

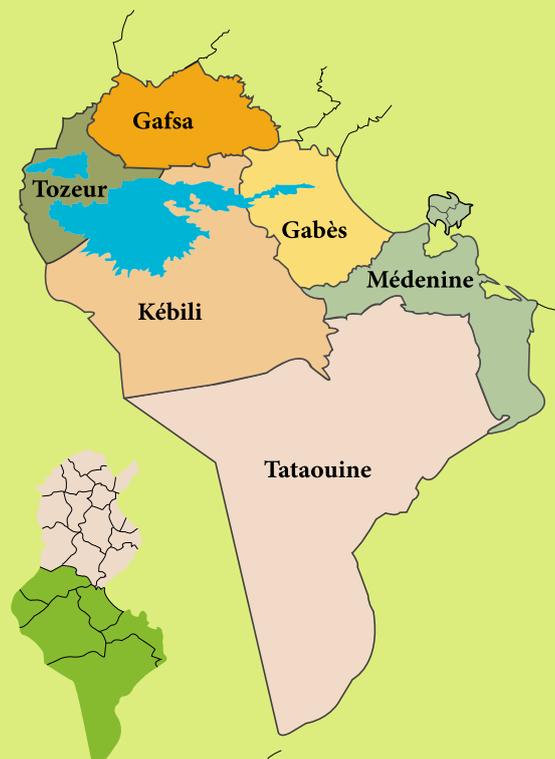
10 personnes et plus, dont une vingtaine sont totalement exportatrices.

Gafsa :

Connu comme une région essentiellement minière, Gafsa devrait consolider sa reconversion de l'ère totalement minière vers l'ère industrielle et technologique. Cette reconversion passe par le renforcement du financement des projets en augmentant le capital du FRDCM, et par la création du Pôle de Compétitivité de Gafsa.

Démarré en 2010, ce Pôle appelé à agir de moteur de développement économique de la région de Gafsa et du bassin minier en particulier, a pris en charge la construction de locaux industriels pour les mettre à disposition des promoteurs comme les sous-traitants de BENETTON, l'aménagement de zones industrielles selon un nouveau concept et la création de synergies entre les structures de production, celles de l'enseignement universitaire et le Centre de Recherche de la C.P.G.

Ayant pour mission de créer des parcs d'activités économiques, ce Pôle devrait attirer les investisseurs étrangers et nationaux.



Cette région est riche en réserves de substances utiles et en ressources hydrauliques qui assurent en bonne partie son épanouissement agricole.

Son infrastructure de base est constituée d'un réseau ferroviaire de 388 kms qui relie Gafsa à Tunis via Gabès et Sfax et servant le transport de personnes, des équipements et des produits; et d'un réseau routier faisant de Gafsa un carrefour principal la reliant à plusieurs villes du pays ainsi qu'aux pays maghrébins.

Avec l'aéroport international Gafsa-Ksar d'une capacité annuelle de 200 mille voyageurs, le tronçon autoroutier Enfidha-Gafsa est un projet qui devrait reconforter le trafic routier Est /Sud/Ouest.

Cette région dispose de deux zones industrielles et d'une troisième nouvellement aménagée, à El Aghuila. Elle s'est dotée aussi d'un cyber parc, s'étalant sur plus de mille m² et offrant des espaces fonctionnels avec des équipements et des réseaux de communication spécialisés pour accueillir des promoteurs de projets de services à forte valeur ajoutée, basés sur les TIC(start-up).



Tozeur :

Ce gouvernorat est connu par la production des dattes Deglet Nour et le tourisme saharien. Son activité industrielle se développe en étroite collaboration avec l'activité agricole. Son tissu industriel est formé de 41 entreprises dont 37 opèrent dans les industries de l'agroalimentaire notamment dans le conditionnement et l'entreposage frigorifique des fruits et des légumes, spécialement les dattes. La valorisation de celles-ci et de la production oasienne globalement constitue un créneau porteur auquel s'ajoute le tourisme saharien qui reste à développer avec la reprise du trafic aérien à l'aéroport Tozeur-Nafta. Rappelons que cet Aéroport reliant la région avec plusieurs capitales européennes est un atout majeur. (Tozeur est à 3 heures de vol de Paris).

A cette infrastructure aéroportuaire s'ajoutent un réseau routier de 350 kms et une ligne ferroviaire reliant Tozeur à Tunis via Sfax.

Etendue sur une superficie de 40 ha, le projet de la Station touristique saharienne reposant sur un nouveau concept, d'un coût de 80 millions de dollars, ferait de la région une capitale touristique mondiale.

Tozeur dispose déjà de sept zones industrielles s'étalant sur une superficie globale de 84,7 ha dont près de la moitié est exploitée à Nefta, Tozeur, El Hamma et Degache.

Les oasis représentent plus de 8150 ha avec une production de 40 mille tonnes de variétés différentes de dattes soit 31% de la production nationale.

La production maraîchère dans les périmètres irrigués et la culture de primeurs sous serres utilisant les eaux géothermales offrent des variétés de fruits et légumes pour le marché local et les marchés extérieurs.

Kébili :

La région constitue le trait d'union entre la dense végétation de la palmeraie et les importantes dunes à l'horizon lointain. Un paysage naturel unique qui en a fait une destination touristique originale. Des routes nationales permettent de lier la région aux autres gouvernorats. Son activité industrielle est assurée par 15 entreprises dont 9 sont totalement exportatrices. La transformation des dattes et dérivés est en évolution et, avec la géothermie, la production des primeurs se renforce.

Ses paysages naturels uniques ont permis de développer le Tourisme saharien dans la région. En effet, le secteur touristique qui devrait reprendre des couleurs drainait des milliers de visiteurs attirés par les charmes du désert et la beauté des oasis.

Des routes nationales permettent de lier la région aux autres gouvernorats. Kébili est à 90 km des Aéroports de Tozeur-Nafta et de Gafsa-Ksar et à 120 km du Port de Gabès. Cette région dispose de quatre zones industrielles couvrant plus de 80 ha, à Souk Lahad, Douz et Kébili.

Ses richesses en ressources hydrauliques ont permis la création de périmètres irrigués, la réhabilitation des oasis et la production de primeurs par le biais de la géothermie.

La région est connue par la production de plusieurs variétés de dattes (73 mille tonnes/ an) dont la variété Deglet Nour (plus de 50 mille tonnes/ an) soit 52% de la production nationale. La transformation des dattes et dérivés

constitue l'une des opportunités d'investissement dans toute la région oasienne dont Kébili.



Tataouine:

Situé à l'extrême Sud-Est du pays, ce gouvernorat bénéficie d'une position géographique privilégiée vu son ouverture sur les deux pays voisins, la Libye et l'Algérie.

La place médiane qu'il occupe entre deux pôles touristiques Djerba Zarzis et Tozeur Kébili, lui procure un atout majeur pour actionner toutes ses potentialités.

Au delà du champ pétrolier El Borma, son économie repose essentiellement sur le secteur agricole (élevage et culture d'arbres fruitiers et d'oliviers). Grâce à son importante nappe hydraulique, des zones irriguées ont émergé pour la production de fruits précoces et d'arrière saison. Avec un cheptel de centaines de milliers d'ovins, caprins et camélins, le gouvernorat contribue à la production nationale de viande rouge d'un taux de 8%. Sur le plan industriel, la valorisation des substances utiles, un créneau porteur, a permis la création de seize unités de transformation de gypse, et fabrication de plâtres, de production de briques, de carrelage, concassage de pierre et exploitation de sable. Son dispositif d'appui comprend outre la Direction régionale de l'ODS, une pépinière d'entreprise un centre d'affaires et un cyber Park comme suite logique à ses deux établissements universitaires l'ISET et l'Institut Supérieur des Arts et Métiers.

La diversité de ses richesses naturelles historiques et archéologiques devrait assurer le Développement remarquable de son Tourisme saharien, qui reste à réinventer.

Il est utile de noter, après cette présentation rapide du paysage économique de la Grande Région du Sud, que les investissements productifs créant une croissance économique soutenue sont dus à des initiatives privées et que la PME constitue l'épine dorsale de son développement.

Source l'APII- 2010

Laisser libre cours au dynamisme du secteur privé dans la région, aurait des résultats moins importants si l'ODS n'existait pas. En effet, cet Office créé en 1984 et restructuré dix ans après, assure :

- l'assistance et l'encadrement des promoteurs dans les différentes étapes de réalisation de leurs projets (identification de l'idée de projet, étude de faisabilité, suivi auprès des instances de financement, as-

sistance à la réalisation...)

- la collecte des informations utiles et pertinentes en tant qu'outil d'aide à la prise de décisions par les acteurs publics

et privés ;

- l'étude des potentialités et des ressources disponibles pour la détermination des secteurs prometteurs, l'identification des créneaux et opportunités d'investissement notamment à travers l'élaboration des études de positionnement stratégique des différents secteurs et d'attractivité territoriale ;

- et l'assistance des autorités régionales dans la conception, l'élaboration et le suivi de la réalisation des Plans et Programmes de Développement dans chaque Gouvernorat du Sud et au niveau de la Grande Région du Sud. Son capital humain formé de 149 employés dont 61 cadres supérieurs soit un taux d'encadrement de 40,9% et 75 agents et cadres opérant dans les Directions régionales de Développement, est mobilisé pour apporter un appui concret au promoteurs et promouvoir l'image de la Grande Région du Sud en Tunisie et à l'étranger.

« L'ODS est doté d'un Conseil d'Entreprise à caractère consultatif, composé de membres représentant le ministère de tutelle, ceux des Finances, de l'Industrie, de l'Agriculture et du Tourisme et six représentants des Gouvernorats du Sud.

« La vitalité économique de la Région provient des entrepreneurs et futurs créateurs d'entreprises...ces hommes et ces femmes qui ont la foi, l'intelligence et l'esprit d'entreprise pour inventer son avenir et investir en lui, nous précise Mohamed Riahi, Directeur Général de l'Office.

Grâce à ses structures et plus particulièrement celle chargée de « la Promotion de l'Investissement privé », on assiste à une renaissance de l'esprit d'entreprise chez les jeunes diplômés (ées) et l'émergence d'une « nouvelle vague » boostant l'économie régionale.

Un acteur dans un nouveau contexte de Décentralisation

Depuis 2011, la Tunisie est dans la mouvance d'un processus de transition démocratique donnant lieu à une nouvelle constitution dont le chapitre sept accorde une place de choix au pouvoir local et à la décentralisation. Les implications de ce choix stratégique concernent tous les aspects de la gouvernance locale y compris ceux de la planification, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation du Dé-



veloppement local. Toutefois, la cristallisation de la Décentralisation est un processus assez long et complexe qui implique, inéluctablement, des réformes institutionnelles, un renouvellement des approches et procédures de gouvernance et un renforcement des capacités des acteurs locaux.

En effet, si l'on dote la Région, depuis longtemps une création factice, de responsabilités propres, d'un domaine d'action autonome, des moyens financiers réels et d'un pouvoir de décision et d'action, elle pourra favoriser une expansion équilibrée. Un grand pas sera fait pour animer les régions et susciter un aménagement du territoire durable et un développement bien partagé, de l'extrême Nord, à l'extrême Sud, de l'Est à l'Ouest.

« L'ODS, de par son mandat, est appelé à contribuer à la définition des politiques en matière de Développement, à identifier les



programmes appropriés d'investissement public et à impulser l'investissement privé dans son champ d'intervention, tout en assurant le suivi et l'évaluation des résultats escomptés. Par ailleurs, notre Office a un rôle important en matière d'assistance technique auprès des autorités régionales, dans l'élaboration et l'exécution des Plans

et Programmes de Développement. Cette mission qui s'insère aujourd'hui dans ce nouveau contexte de Décentralisation et de Démocratie participative à instituer, va impliquer nécessairement une nouvelle approche dans la conception du Développement local ; souligne le Directeur Général de l'Office.

Et d'ajouter : « Il devient donc impérieux pour notre organisme de s'engager dans une action de restructuration et de se concentrer sur le renforcement de ses moyens et de ses capacités dans une optique de repositionnement, lui permettant de devenir « le principal acteur en matière de Développement économique durable au niveau régional et local ».

Ce rôle s'articule autour des quatre axes d'intervention suivants :

- la planification stratégique et l'harmonisation du Développement régional et local ;
- la gestion d'un système d'information utile à la prise de décisions et pour le suivi du Développement ;
- la promotion de l'investissement privé ;

- et la mise en œuvre d'une politique de communication en faveur d'un meilleur Marketing territorial et de la consécration de l'ouverture internationale du Sud. L'Office est convaincu de la nécessité d'ouvrir la voie aux grands courants d'échanges avec les Institutions nationales et internationales concernées par la Planification et la mise en œuvre du Développement régional. Ces échanges devraient aboutir à la mise en place de partenariats dont il tirera parti avec le lancement de Projets de coopération tech-

nique, lui permettant :

- de découvrir les expériences réussies en matière de Développement régional et local ;
- de partager les pratiques sur l'approche territoriale et l'articulation des stratégies de Développement et de Décentralisation;
- d'examiner et d'adopter d'éventuelles possibilités d'échange d'expériences dans le domaine de la conception des stratégies de Développement local et l'élaboration des Plans de Développement et en matière de concepts et pratiques de la Gouvernance locale.



- de partager les approches utilisées en matière de gestion, de mise à jour et de diffusion d'information via les systèmes d'information, des organismes opérant dans le domaine du Développement territorial en utilisant les TIC.
- de se familiariser avec les Technologies de Gestion du Développement régional, les principales procédures et incitations promotionnelles et du degré d'implication de la Société civile dans l'effort de Développement local ainsi qu'avec la nature de la relation institutionnelle entre les Agences de Développement, les Conseils régionaux, les acteurs du Développement régional et le secteur privé.



- d'étudier et de prévoir les possibilités d'établir des alliances entre les Régions du Sud et celles des pays étrangers. Des alliances qui feraient la part belle au processus de Décentralisation, de coordination de la coopération internationale et de l'intervention des bailleurs de Fonds au niveau local selon l'approche de la « coopération décentralisée ».

Un organisme qui regorge d'exemples de partenariats réussis

Pour mener à bien les missions qui lui sont dévolues, l'ODS a initié depuis le début des années 2000 et, même avant, une expérience de coopération avec des instances étrangères, européennes et canadiennes.

L'objectif étant de développer ses capacités en matière d'assistance à la promotion des PME et de consolider, sur le plan technique, son rôle en tant que coordinateur des travaux d'élaboration et de suivi des Plans et des Programmes de Développement menés dans les gouvernorats du Sud.

Cette dimension s'est nettement développée durant les cinq dernières années, à telle enseigne que l'Office est devenu le partenaire principal des instances internationales concernées par le Développement du Sud tunisien. Il convient de signaler que cette coopération a beaucoup évolué, dépassant le stade de transfert de compétences et de renforcement des capacités de ses cadres, vers une étape plus avancée : celle de la coordination, et de la contribution à la mise en œuvre des actions promotionnelles et de Développement, lancées dans le cadre des Projets initiés par ces instances dans le Sud.

Les Responsables de l'ODS en citent :

1- Trois interventions du PNUD, avec un financement japonais, dont deux Projets réalisés aux Gouvernorats de Médenine et Tataouine dans le but d'appuyer le relèvement économique, le développement du secteur privé, la cohésion sociale pour une croissance inclusive et la promotion de la création accélérée de l'emploi et de l'entrepreneuriat ; et un Projet en démarrage couvrant Tataouine, Médenine, Kébili et Tozeur en vue de renforcer l'écosystème entrepreneurial au Sud tunisien.

2- Un « projet de renforcement des capa-



cités de l'ODS dans ses actions en faveur des PME dans le Sud tunisien, réalisé dans le cadre de la coopération italienne, ayant pour objectifs la conception et la mise en place d'une Base de Données statistiques, l'élaboration d'importantes Etudes sectorielles et des Etudes de positionnement stratégique pour les six gouvernorats du Sud ainsi que des Etudes sur les mécanismes de promotion et de financement de l'investissement privé, la conception et la mise en œuvre d'un Système « Voucher » pour la promotion des entreprises en leur faisant bénéficier de services de consulting et d'expertise.

3- Une action menée dans le cadre de la coopération suisse pour « la promotion de l'emploi et de la micro et petite entreprise rurale (Table Ronde) au Gouvernorat de Médenine », avec l'élaboration d'un Plan Régional d'Environnement et de Développement, PREDD, en collaboration avec GIZ ;

4- Une action de coopération avec des partenaires italiens pour la « promotion du Tourisme alternatif et de l'agriculture au Gouvernorat de Tataouine, TITAN.

5- Un « Projet mené à Tataouine, dans le cadre de la coopération tuniso-italienne pour « la lutte contre la pauvreté par le biais de la Valorisation de la Filière Elevage » ;

6- Un Projet d'appui à la Gouvernance environnementale locale de l'Activité industrielle à Gabès, dans le cadre de la coopération avec l'union Européenne.

7- Une « initiative pour le Développement régional à Médenine, lancée dans le cadre de la coopération allemande, pour la mise en œuvre de quelques actions du Plan PREDD.



8- Le « Projet de Planification pour le Développement régional du Sud de la Tunisie, en collaboration avec la JICA, aboutissant à la réalisation d'une Etude stratégique sur les perspectives de développement des secteurs productifs et d'infrastructures au Sud tunisien pour la période 2015-2035.

« Les Stratégies, Plans et Plans d'action découlant de l'Etude stratégique de Développement de la Grande Région du Sud, 2015-2035, menée en étroite collaboration avec la JICA, nécessitent, en premier lieu un changement de paradigme pour une nouvelle Vision du Développement local...celle qui plaide et milite en faveur d'un Développement territorial intégré, DTI, capable d'amorcer les énergies productives pour un Développement Durable et Inclusif et une croissance partagée, indique Mohamed Riahi.

En effet, le Développement territorial intégré de la Grande Région du Sud repose sur la mobilisation des forces sociales créatrices de la Région et de ses ressources dans un cadre qui fait tomber les cloisonnements administratifs et sectoriels et qui permettra une véritable avancée collective. Les acteurs qui interagissent dans l'espace local contribuent à la construction d'un leadership collectif ancré dans la territorialité d'un renouvellement de cette appartenance territoriale. Ainsi, on n'entend plus dire : « Le Sud a du mal à retenir ses jeunes ». La croissance continue de l'économie régionale, une fois retrouvée, n'est possible que grâce à une adaptation permanente des structures et un changement cohérent avec le Développement territorial intégré, une démarche qui repose sur les quatre indicateurs suivants :

- La territorialisation de l'activité économique et sociocommunautaire et la prise en compte de la dimension environnementale du Développement ;

- La structuration d'un système local

d'action concertée, c'est-à-dire un mécanisme reposant sur la concertation comme processus collectif de coordination basé sur une mise en relation structurée et durable entre les différents acteurs publics et privés autonomes et d'économie sociale et solidaire qui acceptent de partager de l'information, de discuter de problèmes ou d'enjeux afin d'aboutir à des décisions communes

- La démonstration de résultats locaux non seulement en termes de partage d'informations mais aussi d'actions manifestant l'accroissement glorieux de la capacité d'agir locale ;

- La participation citoyenne intégratrice en consolidation de la capacité d'initiative des acteurs locaux.

Signalons que cette Stratégie prend en considération certains enjeux environnementaux dont dépendent l'avenir de la Grande Région du Sud et sa stabilité : climat, biodiversité et ressources en eau. Clairement, le souci d'un Développement durable, défini comme étant la capacité de satisfaire les besoins des générations présentes sans grever les possibilités des générations futures de satisfaire les leurs, est dominant.

Une culture qui devrait s'élaborer autour d'une triple idée : la vulnérabilité des acteurs vis-à-vis de ces dernières et leur responsabilité devant les générations futures pour leur préservation : c'est le concept de Développement durable avec ses quatre dimensions, sociale, économique, environnementale et culturelle, qui recommande à la Région de ne pas construire les obstacles de son propre épanouissement ni à celui de générations futures. Cette nouvelle Vision devrait se traduire par :

- Une utilisation optimale des ressources et leur conservation ;

- La promotion du passage de la matière première au produit fini parfaitement élaboré ;

- L'incitation à l'investissement dans la Région et l'amélioration de l'attractivité de celle-ci pour les entreprises ;

- La création et le renforcement des campagnes de marque, tout en insistant sur le « label Sud tunisien ».

- La promotion des activités de Recherche-Développement et l'instauration d'une meilleure synergie entre les centres universitaires et de Formation professionnelle.

- Le contrôle rigoureux des sources de pollution.

La Grande Région du Sud a tout intérêt à protéger ses produits agricoles (olives, dattes, grenades, figue, miel...) en instituant les « Appellations d'origine contrôlée, AOC, respectant trois conditions essentielles : un terroir de production, des traditions de savoir-faire et la typicité des saveurs qui en découlent.



Faire reculer l'exclusion en soutenant l'inclusion socio-économique de toutes les citoyennes et de tous les citoyens du Sud réside dans son intégration dans l'économie mondiale qui devrait se traduire par un maillage extrêmement serré de ses activités économiques reposant sur la Valorisation de ses Ressources et de ses avantages compétitifs.

« Le Plan de Développement 2016-2020 et les Plans qui suivent constituent à notre avis le meilleur cadre pour la mise en œuvre des résultats et des principales recommandations de l'Etude stratégique, notamment à travers le renforcement et la modernisation des infrastructures et la réalisation des grands projets structurants pour les six gouvernorats ; indique le Directeur Général de l'Office.

Ainsi le ministère de tutelle et l'ODS ont présenté à toutes les parties prenantes le contenu et la logique des plans et plans d'action proposés et de les convaincre de la nécessité de prendre en considération les résultats de l'Etude stratégique dans l'élaboration des Plans, Projets, et Programmes sectoriels et régionaux de Développement.

La Grande Région du Sud possède les atouts pour qu'elle profite à plein de l'encre de son économie dans l'espace afro-euro-maghrébin. La croissance économique de tout le pays en dépend.